

SOCIÉTÉ EDUCATION

La FSU poursuit son combat pour la voie professionnelle

MOBILISATION. Réunis ce mercredi matin, les représentants des différents syndicats rattachés à la Fédération syndicale unitaire ont abordé différents sujets en vue du rassemblement de demain, devant la préfecture. En ligne de mire, les retraites, les salaires, mais surtout, la réforme de la voie professionnelle.



Rédigé par Clicanoo

Publié le 26/10/2022 à 16:48

Les manifestations s'enchaînent mais leur combat ne semble pas faiblir. Comme la semaine dernière, l'intersyndicale CGTR, FSU, Saiper, Solidaires, Unef et FGR a renouvelé son appel à la mobilisation générale ce jeudi, dès 16 heures, devant la préfecture. Et comme la semaine dernière, les revendications n'ont pas changé. L'intersyndicale appelle ainsi à la manifestation contre la précarité de l'emploi, contre le démantèlement des services publics, contre la réforme de l'assurance chômage, machine à broyer les demandeurs et les demandeurs d'emploi, contre les atteintes au droit de grève.

Hier matin, la Fédération syndicale unitaire, en présence de son secrétaire général Benoît Teste, a rassemblé quelques-unes de ses branches pour mettre en lumière leurs doléances, elles aussi inchangées. Le recul du départ à la retraite, "avec 60 ans comme âge de référence, pour commencer", et la grande bataille des salaires "qui méritent une revalorisation de 10% pour tous", aussi bien les agents du privé que du public. Mais surtout, l'avenir du lycée professionnel, "en grand danger" selon la FSU, et sur lequel plane une grande réforme.

La voie professionnelle comme cheffe de file

"Les lycées professionnels représentent un tiers des lycéens, rappelle Benoît Teste. On y retrouve souvent les élèves les plus défavorisés, ceux qui ont le plus besoin de l'école pour progresser." Parmi les différentes mesures, le doublement de la période de stage, aujourd'hui établie à six semaines selon le secrétaire général de la FSU, fait beaucoup grimacer. "Cela risque de déséquilibrer les temps de cours, tonne Benoît Teste. Aussi, c'est l'idée que les jeunes seront mieux formés en entreprise qu'on conteste. Évidemment qu'il faut faire des stages, mais le cœur de l'enseignement il doit se passer en classe parce que le savoir professionnel est aussi le savoir scolaire." Pour lui, il s'agit surtout d'un retour en arrière qui engendra non seulement une moins bonne qualification des élèves et futurs employés, mais aussi une précarisation de l'emploi et par effet boule de neige, une précarisation de l'économie.

Autres points de discorde : la possible rémunération des stagiaires toutefois qualifiée de "démagogique" par la FSU, qui propose un système de bourse pour la voie professionnelle, et enfin, l'adaptation du catalogue de formation au tissu économique local. "En ce sens, on ferme les horizons, constate Benoît Teste. Les enfants seront fléchés, la formation doit être riche et on défendra que le lycée pro doit se développer." Un point qui entraînerait par effet miroir une suppression de poste et de fermeture de lycées professionnels, donc moins d'enseignants. "De fait, on réduit le nombre d'heures de cours, explique Benoît Teste. Il y aura donc moins de professeurs sur le pont."

L'expérimentation de cette réforme devrait débuter en janvier 2023, ont annoncé les syndicalistes, là encore contrariés. "Ils n'ont peur de rien, on ne sait même pas si cela sera généralisé à tout le territoire, pour quelque chose qui doit être mis en place à la rentrée de septembre prochain, soupire de son côté Victor Rodrigues du syndicat du second degré. La logique veut que, quand on fait une réforme, on le teste d'abord sur la première année, puis sur la deuxième etc."

S'ils se réunissent aujourd'hui devant la préfecture, une nouvelle action de mobilisation sur les lycées professionnels est déjà prévue le 17 novembre prochain.

P.B

> "Inquiets" pour la fonction publique

Au-delà de cela, la venue de Benoît Teste à La Réunion n'est pas laissée au hasard puisque le secrétaire général de la FSU prépare également les élections professionnelles de décembre prochain. "On pense que ces élections ont un caractère particulier dans une période où la fonction publique et les droits des élus ont été très attaqués, avance Benoît Teste. On pense qu'il faut que les agents du public se mobilisent parce qu'on est en train de dériver tranquillement vers un modèle où on n'a plus de respiration démocratique, on a un président de la République qui se prétend tout puissant, il n'y a plus rien entre lui et le peuple." D'autant plus à La Réunion, dit le secrétaire général, où "il y a un taux de pauvreté très fort et où il est important de défendre la fonction publique, le service public, l'accès au droit et à l'éducation". Dans son discours, Benoît Teste a réitéré l'importance du service public, touché de plein fouet, entre autres, par la précarité des métiers. "Ce n'est pas acceptable, on veut des personnels recrutés avec leurs statuts", ajoute également Benoît Teste. "Il n'y a pas eu de volonté politique de pérenniser ces emplois de la fonction publique, observe à son tour Christian Picard, co-secrétaire départemental de la FSU. Et en décembre, c'est le moment pour les agents de la fonction publique. On veut qu'il y ait une transparence, une égalité de traitement. Nous, syndicats, nous sommes les garants de cette transparence." À l'unanimité, hier, tous se sont dits inquiets pour la fonction publique. "Il y a vraiment un pouvoir solitaire exercé par le président de la République et c'est extrêmement inquiétant pour l'avenir", souligne Benoît Teste, non sans appeler, très subtilement, à voter la FSU entre le 1er et 10 décembre prochain.

> Des moyens supplémentaires demandés chez les assistantes sociales et les infirmières de l'éducation nationale

"Il y a un contexte particulier à La Réunion, cadre Fanny Marty, co-secrétaire académique du syndicat des assistantes sociales scolaires (Snuas-fp). On a des difficultés sociales prenantes ici. Au niveau du syndicat, et celui des infirmières scolaires, on demande d'avoir plus de moyens. On est en première ligne, on accueille les élèves et les familles en difficulté.

Aujourd'hui, on va nous même être en difficultés. On ne va pas pouvoir répondre aux situations qui se dégradent de plus en plus. On va aujourd'hui demander au professionnel d'intervenir dans deux, trois, voire quatre établissements différents et ce n'est pas possible, le travail d'accompagnement, social, d'écoute est de moins bonne qualité." Des conditions difficiles qui ne cessent de s'accumuler selon Fanny Marty, qui pose la question du sens du métier. "On ne nous donne pas les conditions matérielles, humaines, ajoute Elixabet Alfaro, secrétaire académique du syndicat des infirmiers. (Snics) On n'arrive pas à remplir nos missions." Et sa collègue de reprendre : "Cela éprouve nos collègues. On se retrouve avec des postes difficilement pourvus puisqu'ils n'offrent pas de bonnes conditions." Selon les chiffres, il manquerait près de 30 infirmiers scolaires à La Réunion, et autant de d'assistants sociaux dans les établissements.